

Ruralistes ou pro-urbains, les géographes ? La ville modernisatrice

Marie-Claire Robic, CNRS, Paris, UMR Géographie-cités

Reçu le 6 avril 2007

Version de travail

Avril 2007

Il est d'usage de souligner le « ruralisme » des géographes français de la première moitié du XXe siècle, avec ce que ce penchant suppose de valorisation de la *campagne* et de dénigrement de la ville, de nostalgie à l'égard d'un ordre ancien supposé proche de la *nature* et de rejet de la vie urbaine et de la civilisation *technique* qui la porte. Cette doxa se retrouve quelque peu dans les présupposés d'un colloque dont les organisateurs estiment que la détestation de la ville, et spécialement le refus de la grande ville, ont été très diffus dans les sciences humaines, notamment chez les géographes. En fait, l'hypothèse d'une « urbaphobie » générale n'est guère soutenable, tant il est vrai que l'on peut lui opposer l'existence de nombreux moments et exemples d'« urbaphilie ». En outre, il semblerait plus raisonnable de penser en termes de tension ou de dialectique entre les deux. Par ailleurs, pour reprendre le titre du colloque, *critiquer* est-il « mal aimer » ? Cette contribution voudrait examiner les positions des géographes français vis-à-vis de la ville. Plutôt que d'envisager, comme je l'avais indiqué, la période des années trente aux années soixante (passionnante mais très complexe), et les seuls géographes « ruralistes » (c'est-à-dire les spécialistes des campagnes ou de « l'espace rural » selon l'expression apparue dans les années soixante), je me concentrerai sur l'après Seconde guerre mondiale, après avoir rappelé que la dérive urbanophobe de l'école française de géographie n'est pas aussi avérée qu'on le suppose souvent encore. Par ailleurs, il ne sera pas question de viser l'exhaustivité mais, en ciblant quelques moments de débats (les rapports villes-campagnes, la politique des métropoles d'équilibre) et une population de spécialistes de ce qui peut apparaître comme l'un des contraires de la ville, de relever quelques difficultés de l'hypothèse fondatrice du colloque.

1. Des géographes français plus urbaphiles que ne le dit la doxa.

Le privilège de la géographie urbaine : la ville comme « problème », la ville civilisatrice

Dans un premier temps, et contrairement à l'opinion courante, je rappellerai la thèse que j'ai déjà défendue sur l'intérêt que les géographes ont porté à la ville dans la période 1890-1960 et sur la précocité relative de cette catégorie de la géographie humaine qu'a été la « géographie urbaine » (Robic, 2003). Certes, l'objet ville n'a pas donné lieu à des constructions conceptuelles ni à la théorisation que l'on pourrait attendre, mais il a été examiné selon un ensemble de questionnements implicites qui sont ceux de la géographie de ce premier XXe siècle : ils relèvent notamment d'un paradigme politique, chez Reclus, d'un paradigme économiste, chez Vidal de la Blache, du paradigme environnementaliste, chez Blanchard, ou encore d'un paradigme paysagique, chez Brunhes. Dans ces réflexions sur la ville, les géographes rencontrent manifestement d'autres spécialités, tel l'urbanisme, ou des politiques et des courants réformateurs, tels l'hygiénisme et surtout le municipalisme ou la planification territoriale. « Sous le propos cognitif, un problème politique ou pragmatique les hante, la question de la ville » (Robic, 2003, p. 129) : l'étude de la ville relève au fond de la perception d'un « problème », d'une « question urbaine ».

Mais qu'il y ait un « problème » urbain ne signifie pas que la ville soit condamnée en tant que telle. Au contraire, le problème réside dans le maintien de son rang. Car elle est associée à la

civilisation, comme son lieu même et comme son origine. Rappelons à ce titre quelques-unes des prises de position qui président à l'expression de cette attention précoce des géographes à la ville : « Le moraliste peut tonner contre les grandes villes. La civilisation ne saurait s'en passer », clame le géographe-économiste libéral (Levasseur, 1891) ; « Là où grandissent les cités, l'humanité progresse ; là où elles dépérissent, la civilisation elle-même est en danger », affirme le géographe libertaire (Reclus, 1895) ; « Mais enfin, un géographe a toujours considéré comme une des questions les plus capitales de la science qu'il cultive, l'étude des villes ; et cela avec raison, car ce sont les villes qui ont été les foyers de civilisation, les points de départ de nos organisations politiques, historiques [...] », renchérit le géographe mandarin (Vidal de la Blache, 1911). Prolongeant leur conviction, chacun d'eux a produit, directement ou indirectement, des analyses et des propositions pour mettre en œuvre la puissance « civilisatrice » des grandes villes. Ainsi de Levasseur, de même que son élève Paul Meuriot, lors de leur description du semis urbain français et européen et des règles de l'attraction migratoire ; de Reclus, démontrant qu'une organisation *spatiale* de la métropole permet l'exercice de la complétude humaine, d'une part comme vie individuelle et contact avec la nature (dans la banlieue, en périphérie), et d'autre part comme expérience collective donc interaction sociale (au centre, dans la City) ; de Vidal de la Blache, promoteur de capitales régionales animatrices des grandes cellules du territoire national¹ et qu'une gestion municipale pourrait rendre viables.

2. Ville et urbanisation (les années cinquante-soixante)

21. La réception réservée des thèses de Gravier sur l'ogre parisien

Si l'on cite beaucoup, encore aujourd'hui, le cri d'alarme de Jean-François Gravier (1947), il est douteux qu'il soit représentatif de l'ensemble des géographes français de l'époque. Bernard Marchand a noté le silence qui a accompagné sa sortie, du moins dans les écrits des géographes, qui indiquerait selon lui l'attitude de réserve qu'ils ont adoptée face à « un pamphlet qui n'a rien de scientifique » (Marchand, 2001, p. 235). En fait, à ma connaissance, Lucien Febvre a accordé à la première édition de *Paris et le désert français* une brève recension, plutôt positive même si le premier mouvement est de critiquer un titre choc : « Un mauvais titre. Obscur. — Précisément, il pique la curiosité du lecteur... On achète le livre pour savoir ce que signifie le titre... — Vous croyez ? Je ne pense pas. On passe sans comprendre et votre effort n'aboutit pas, comme il devrait le faire, à un succès profond. Il faut donc expliquer, ici, aux historiens et aux géographes qui nous lisent, que cet ouvrage plein d'attrait, d'entrain et de générosité, est un ardent plaidoyer pour une France mieux peuplée, mieux équilibrée, mieux efficace. Paris dépeuple la France. Paris, catastrophe démographique, car toute ville géante (qu'elle s'appelle comme on voudra) est génératrice de stérilité. [...] La centralisation étouffe la France. [...] Jamais tant de réformes salutaires n'ont été étouffées dans une pareille indifférence de tous. — Ce livre est à lire. A la fois par ce qu'il apporte de nouveau. Et par ce qu'il engendre de salutaire, de dynamique colère. » (Febvre, 1950, p. 384 et p. 385).

De brèves analyses postérieures semblent marquer une prise de distance, des réserves sur le fond. Ainsi, Jacqueline Beaujeu-Garnier (1957) évoque-t-elle le même ouvrage dans un court rapport sur les études de géographie de la population, en s'interrogeant sur la responsabilité des villes dans la dépopulation rurale, mais ses tournures de phrases suggèrent qu'elle n'adhère pas à la thèse de Gravier. Dans le même livre en forme de bilan de la géographie

¹ Sa carte des régions françaises (1910) et de leur 17 métropoles a servi de base à la première régionalisation par le regroupement des Chambres de commerce ; Raoul Blanchard a rédigé la monographie de pratiquement toutes les grandes villes françaises, celles qui deviendront les métropoles d'équilibre des années soixante.

française, André Gibert estime que les spécialistes de géographie industrielle sont plutôt réticents face aux thèses de Gravier en matière de décentralisation : « Les idées de Gravier dans *Décentralisation et progrès technique* (Flammarion, 1957) qui affirme possible et nécessaire une décentralisation totale, conforme, pense-t-il, aux conditions de l'âge 'néotechnique' de la diffusion de l'énergie par opposition au 'paléotechnique' où l'usage de la vapeur exigeait la concentration, sont loin de rencontrer une adhésion unanime. Elles ne semblent pas tenir suffisamment compte des réalités présentes des différentes régions. » (Gibert, 1957, p. 173) ; et de citer les propositions d'Etienne Juillard (1953), qui conjuguent la concentration urbaine et la dispersion. Une indication sur le sens d'un silence des géographes sur les propos de Gravier pourrait résider dans cette remarque de Max Sorre sur la bonne manière de traiter de la question parisienne, qui semble stigmatiser —effectivement— une recherche idéologique et peu fondée scientifiquement (c'est-à-dire, selon lui, méconnaissant les processus généraux de l'urbanisation et ignorant toute comparaison). Rendant compte de l'étude de Pierre George et Jean Bastié sur la région parisienne, il dit en effet ceci : « Je veux louer les auteurs d'avoir décrit les derniers stades de la formation de l'agglomération parisienne comme des géographes, c'est-à-dire *en évitant cette littérature facile sur la centralisation parisienne et ses méfaits* — une imagerie dont nous avons les oreilles rebattues. » (Sorre, 1960, p. 74, souligné par moi, MCR). Il défend, à l'inverse de la thèse de la stérilisation par la capitale, celle de la *responsabilité de la province* dans le dépérissement des régions françaises : « Le vrai problème [...] est dans l'inertie générale de la province française qui, deux ou trois exemples honorables mis à part, s'était laissée mourir. Aide toi... » (Ibid.) Et de rappeler l'exemple de la congestion universitaire parisienne, que le pouvoir central a tenté d'éviter par la réforme de la fin du XIXe siècle, dont la province n'a pas su se saisir : « Je pourrais apporter le témoignage d'un ancien administrateur provincial sur l'écart entre la réalité et les espérances du pouvoir central. Ce sont des choses que l'on n'a pas le courage de dire. La province française, à quelques exceptions près, a passivement accepté sa déchéance. Elle se réveille. Le véritable devoir de l'Etat est de faire en sorte que ses activités ne rencontrent pas d'obstacles. » (Ibid.) Il n'y a là ni catastrophisme face à la croissance parisienne (selon Sorre, les cas de Londres et de Berlin relèvent du même processus), ni adhésion aux jugements qui accompagnent la condamnation du monstre dévorateur. Mais il y a une réserve à l'égard d'un parti d'aménagement trop volontariste et qui serait oublieux des personnes, — contre un plan technocratique : « Pour dire tout mon sentiment, si je crois qu'une réorganisation profonde s'impose dans toute l'agglomération parisienne, ville et banlieue, que cette organisation doit s'inspirer des besoins de l'homme, qu'elle doit arracher celui-ci à la tyrannie des techniques, je pense aussi que la solution efficace ne sera pas réalisée seulement dans le cadre de la région parisienne mais bien dans un cadre national. Et que les plans ne sont rien sans la volonté des intéressés. » (Sorre, 1960, p. 75)

22. Villes et campagnes (1951) : une dominante pro-urbaine, la ville progrès

Si l'entre-deux-guerres est plutôt caractérisée par une humeur « ruraliste » qui irait de pair avec le régionalisme et la réactivation du folklore que l'on a souvent décrits, l'après-guerre est une période où les géographes, comme nombre de leurs contemporains, se déclarent volontiers pro-urbains. C'est le sentiment qui se dégage particulièrement des débats du colloque « Villes et campagnes » organisé à Paris par le Centre d'études sociologiques du CNRS en 1951, sous la direction de Georges Friedmann. Il réunissait historiens, sociologues, géographes, démographes, psychologues, linguistes, économistes... L'impression d'ensemble que l'on retire de ces exposés et débats est celle d'une adhésion assez générale à la représentation d'une ville et d'une « civilisation urbaine » « conquérantes », selon l'expression d'Ernest Labrousse : « La vie urbaine, civilisation de conquête ! » (p. 12). Et

c'est une vision positive de la ville qui est associée à cette conquête. Loin du simplisme, les faits de contacts entre villes et campagnes s'accompagnent d'analyses multiples, nuancées, sur les motifs et les conséquences des migrations, ou sur l'effet des investissements d'origine urbaine. Ainsi, le cas du maçon creusois Léonard est invoqué par Abel Châtelain pour souligner que « l'ouvrier migrant a été agent de progrès et de civilisation » (Martin Nadaud, 1912, cité p. 50), par l'ouverture d'esprit qui a résulté, localement, de son retour périodique au pays après son séjour parisien. Ailleurs, la ville est louée comme source d'innovation, grâce à diverses formes de « consommation ostentatoire », aux investissements de prestige que la bourgeoisie ou la noblesse y ont opérés à certaines époques (Roger Dion), par exemple, ou comme « animatrice de la campagne » (Daniel Faucher, p. 73) et clé d'une nouvelle « symbiose » dont elle est « l'élément dirigeant » (André Allix). Ailleurs encore, c'est la comparaison des conditions d'hygiène et de santé qui donne l'avantage à la ville sur la campagne (André Sauvy, p. 85, citant le rapport Dessus).

En majorité donc, comme leurs collègues, les géographes vantent la positivité de la ville et, diagnostiquent, plutôt que des contradictions entre villes et campagnes, symbiose et continuum. D'ailleurs, d'emblée, le président de la séance consacrée à la géographie, André Allix, estime que « la géographie des villes devient, depuis le début du siècle, l'un des premiers aspects de la géographie humaine, et en certains pays, comme le nôtre, le premier » (p. 40) et conclut que la grande ville est « un fait essentiel de la géographie humaine » (p. 56).

L'époque est à l'association de la ville avec le progrès, et le progrès est la norme partagée. Boutade plutôt que critique, foi en une *interaction équilibrée*, « ruraliser la ville et urbaniser la campagne » est le slogan du colloque, qui ne rencontre que peu de mise en cause radicale. Ce serait surtout celle de Joseph Augé-Laribé, emblème classique de l'« agrarisme », qui se démarque explicitement de la posture dominante pro-urbaine, fustigeant la valorisation de la « civilisation de conquête » portée par la ville, et dénonçant à l'inverse « l'égoïsme féroce » des villes (p. 93).

Quelques voix, telle celle de Jean Fourastié, prônent pour l'avenir un modèle de dispersion spatiale totale en rupture avec la ville classique. Cette structure d'habitat « néo-urbain » — ou bien encore « néo-campagnard » (p. 97) — lui semble permis par la technique, et il en voit les linéaments aux Etats-Unis, sur le modèle de la Megalopolis à laquelle Jean Gottmann a déjà initié les Français.

En phase avec la majorité, un participant au colloque d'origine suisse se déclare ouvertement urbaphile : René Koenig condamne violemment l'idéologie anti-urbaine de la Suisse en y dénonçant un « beau chantage » (p. 113-114)...

23. Critique de l'agrarisme : une controverse interne aux géographes ruralistes

Sans être partagée par tous les spécialistes de géographie agraire (ou, comme on commence à le dire, de géographie rurale), cette humeur pro-urbaine des géographes des années cinquante se retrouve chez plusieurs protagonistes de l'étude des campagnes. Une controverse interne permet de saisir sur le vif les dimensions des conflits qui peuvent opposer alors des géographes « agrariens » et « anti-agrariens » et de qualifier les orientations de la critique de la ville qui motive les uns et les autres.

L'occasion est la publication de la thèse d'Etienne Juillard (1953) intitulée *La vie rurale en Basse-Alsace. Essai de géographie sociale*, et la controverse met en scène deux autres spécialistes du rural : Roger Brunet et Lucien Gachon. Brunet (1955) salue une thèse importante sur la crise à laquelle est confrontée la petite paysannerie et y voit un travail innovant, car sensible aux conditions économiques et sociales de l'agriculture dans une branche d'études trop longtemps adonnée à l'approche lénifiante du rural — « où l'on devine l'attrait de l'archaïsme, du folklore, et la sollicitude bienveillante pour une société

apparemment sereine et évoluant peu » (Brunet, 1955, p. 109). Il discute toutefois longuement les thèses de Juillard, en opposant à des explications psychologisantes et à un spatialisme des « influences extérieures » la logique du système capitaliste et de la lutte des classes. Il s'oppose aussi vivement à la thèse sous-jacente selon laquelle le conflit ville-campagne aurait été le « moteur de l'histoire » (p. 115) et critique dans par là même les présupposés du colloque organisé par Friedmann. Sa critique de Juillard vise essentiellement l'insuffisance de l'analyse sociale, tant dans l'étude des forces en présence que dans l'effort fait pour imaginer le futur, trop aligné selon Brunet sur la « thérapeutique » technique et économiciste de l'aménagement du territoire. Mais un second mouvement suit cette recension, qui fustige le compte rendu qu'a écrit Lucien Gachon (1954a) sur la thèse de Juillard. Véritable charge de R. Brunet contre un auteur qu'il juge idéologue et réactionnaire, voire d'inspiration nazie, cet ajout se conclut du même coup par la valorisation d'un travail scientifique (celui de Juillard) apportant des « faits » opposables à de la fausse science et à de l'idéologie pure. Et R. Brunet de démonter le point de vue adopté par Gachon, « le principe de la beauté et de la grandeur de la vie paysanne par rapport à l'horreur de villes dont la civilisation 'trop matérialiste' est 'trop facile' », ainsi que les « falsifications » et « confusions » par lesquelles il tente d'imposer sa position : paraphrase détournée de Jaurès, substitution de la « civilisation usinière et citadine » au « capitalisme », méconnaissance des réalités du travail ouvrier et de la propagande productiviste, etc. (p. 117). A travers la condamnation de son « rêve de retour à la terre et de 'révolution nationale' », c'est l'ordre vichyssois qui est bien évidemment visé, avec tous ceux qui tenteraient de le légitimer, pour l'époque présente, comme Brunet le perçoit dans « une tendance plus ou moins répandue chez quelques spécialistes de géographie rurale ou chez quelques tireurs de plans sur la comète » (Ibid.).

De son côté, Lucien Gachon (1954a) a diagnostiqué effectivement dans l'urbanisation un « mal » (p. 393) : matérialisme, facilité, spéculation, déracinement, anonymat... Aussi fait-il l'éloge de campagnes d'ouvriers-paysans (tel le Jura) ou de campagnes intensives à la manière flamande, où l'homme est plus à l'aise « au grand air et à la liberté des champs que dans les servitudes urbaines » (p. 400). S'il opte pour des « campagnes urbanisées » (p. 401) et refuse la concentration urbaine, il s'oppose donc aux propositions d'E. Juillard en faveur à la fois d'une concentration dans les grandes villes et d'une « urbanisation des campagnes² ».

Dans une autre réflexion datant de la même année, L. Gachon (1954b) oppose l'ouvrage *Villes et campagnes* et les travaux de J.-F. Gravier, notamment *Décentralisation et progrès technique* — qui s'appuie sur Lewis Mumford (*Technique et civilisation*, Le Seuil, 1950) et reprend sa classification en ères éotechnique, paléotechnique et néotechnique. Prenant parti pour Gravier, Gachon attaque une thèse, celle de la concentration urbaine, et défend son antithèse, la décentralisation, qui suppose dissémination industrielle et développement agricole. La polarité entre deux positions plus générales qui distinguent, depuis le début du XIXe siècle, les partisans de la dispersion associée aux nouvelles technologies et ceux de la concentration (Bretagnolle, Robic, 2005), se retrouve donc dans son analyse.

3. L'adhésion à la politique des métropoles d'équilibre.

De la ville centre de relations à la ville « motrice »

Lors de la grande période de croissance urbaine et de politique d'aménagement du territoire des Trente Glorieuses, les géographes se sont montrés volontiers partisans de la politique des « métropoles d'équilibre » (Robic, 1989). Certes, celle-ci visait en principe à contrebalancer

² Cette expression figure dans les deux articles de Gachon (1954a et 1954b). Les débats sur l'urbanisation des campagnes, typiques des années soixante, sont l'un des moments de positionnement idéologique et scientifique sur les transformations en cours, avant ceux sur la rurbanisation (Berger et al., 1980).

le « gigantisme » parisien ou bien son « hypertrophie » par rapport au reste du territoire. Sous ces deux angles, leur adhésion à cette politique pourrait être considérée comme la preuve du rejet de la très grande ville, que celle-ci soit vue dans l'absolu ou en termes d'échelle. On peut donc remarquer une certaine ambivalence, une position *ménagiste* plutôt qu'« aménagiste » voire de « déménagement » du territoire, pour reprendre l'expression de Maurice Le Lannou. Mais les mêmes géographes, auteurs des recherches pour le Ministère de la Construction ou pour le Plan ou experts appelés à débattre de cette politique d'aménagement du territoire, optaient toutefois pour la croissance et l'équipement des grandes villes de province, aux dépens du « desserrement » vers les plus petits centres ou les campagnes, qui avait la faveur des quelques partisans d'une décentralisation totale à la manière d'un J.-F. Gravier. Quant aux spécialistes de géographie rurale, sans aller jusqu'à cette option décentralisatrice qu'ils jugeaient impossibles, ils devaient se contenter de faire de la résistance, en opposant à l'impérialisme du modèle urbain diffusé par leurs collègues et au fonctionnalisme frontal de l'aménageur, des types de campagnes complexes, parce que sièges d'une « anarchie de flux » (Bonnamour, 1973) ou dotées elles aussi d'une « centralité » locale spécifique (Uzan, 1976), ou bien encore transformées, dominées et conflictuelles, de telle sorte qu'une nouvelle notion devrait être substituée à celle de « campagne » : celle d'espace rural (Bontron, Mathieu, 1968).

Comment les convictions au fond urbanophiles des partisans de l'urbanisation concentrée se sont-elles transcrites en termes disciplinaires ? La période d'après-guerre est massivement celle de l'adhésion à une représentation de la ville comme *centre de relations*, et particulièrement de centres de relations de niveau régional. Le succès en France du livre de Dickinson *City region and regionalization* en est symptomatique (Robic, 1998). De même, la pénétration dans la pratique géographique française de la notion de *centralité*, qui est admise à partir du début des années soixante. Si la théorie de Christaller n'est pas admise en tant que telle, autrement dit si elle est rejetée parce qu'elle est « théorique », ses hypothèses n'en gouvernent pas moins les pratiques. Ainsi la mesure de la centralité, la hiérarchie des centres et la portée de l'influence urbaine constituent la trame des enquêtes régionales développées dans les thèses des élèves de George et sont au principe des enquêtes sur le réseau urbain national du début des années soixante (Juillard, 1961a ; Hautreux, Lecourt et Rochefort, 1963), après avoir inspiré la cartographie collective des grandes zones d'influence urbaines menée sous l'égide de Georges Chabot durant la décennie cinquante (Chabot, 1961). Au-delà de l'indicateur initial de la relation d'échange (le poste téléphonique chez Christaller), au-delà des nombreux critères qualitatifs et quantitatifs imaginés ensuite pour évaluer la centralité, le marqueur par excellence de la nodalité urbaine est le *secteur tertiaire* de l'activité économique inventé par Colin Clark (cf. Rochefort, 1957).

L'usage de cet indicateur est lui-même emblématique de la réduction qui est opérée dans le même temps, puisqu'alors la fonction de production est pratiquement exclue de l'essence de la ville. Marcel Roncayolo (1983) a déjà souligné combien la production a été considérée comme incompatible avec la ville authentique, et comment la ville industrielle du XIX^e siècle a été mise entre parenthèses par l'histoire urbaine. La période « métropole d'équilibre » est typique de cette réduction, comme l'a souligné aussi Jean-Pierre Gaudin (1979). D'ailleurs, cette construction de la ville comme lieu de relation a fait débat dans la discipline sur le plan international, les géographes soviétiques s'opposant à cette exclusion de la base productive et critiquant à ce titre le modèle de la centralité urbaine tertiaire (par exemple au colloque international de géographie de 1960). De même des économistes tels Claude Ponsard et Jacques Boudeville ont critiqué l'absence d'analyse de la « base économique » lors de la sélection des métropoles régionales. Or la sensibilité communiste ou/et marxiste de nombre des géographes français de l'époque aurait pu les conduire à une pareille critique, ce qui ne s'est pas produit, du moins dans l'immédiat.

Au total, la démarche disciplinaire a été menée à l'époque jusqu'à la construction de l'objet ville, conçu comme élément relationnel d'un ensemble hiérarchisé fonctionnant dans un certain échelon territorial, la région (cf. Rochefort, 1957 ; George, 1959 ; Juillard, 1962) : « [...] on ne peut étudier une ville isolément, en tant que forme d'activité : l'unité devient le *réseau urbain*, défini, dans les limites régionales de l'influence de la grande ville capitale, par l'existence et la localisation d'un certain nombre de types de centres-relais, eux-mêmes hiérarchisés, qui constituent les mailles du réseau. » (Rochefort, 1957, p. 125)³. Ils considéraient la ville comme « forme d'activité », ainsi que l'indique Rochefort, négligeant d'autres points de vue antérieurs comme celui de l'habitat. Ils en faisaient l'âme et le moteur de la région. C'est ce qu'indique dès 1957 aussi Georges Chabot, l'un des pionniers depuis les années trente de l'étude de la ville régionale : « Les études de villes étaient souvent placées autrefois en appendice en quelque sorte des monographies régionales ; il semble aujourd'hui que l'on parte de la ville pour construire autour d'elle la région. Ainsi s'exprime une tendance organisatrice, planificatrice, qui est la marque du monde moderne et où la géographie a sa place » (p. 143). Pourtant, les mêmes auteurs rappelaient la dépendance du niveau régional de fonctionnement à l'égard du niveau supérieur, la capitale nationale, et ils montraient la concentration séculaire de la banque et, par là, de la décision, à Paris⁴. Ils pointaient donc les limites de la notion de « réseau urbain régional » qu'ils avaient construite, sans pour autant l'invalider et, à l'inverse, ils contribuaient à en faire le cœur de la doctrine géographique française de la fin des années soixante.

La production disciplinaire des années soixante est donc ancrée dans les contradictions entre — la critique du système capitaliste auquel procédaient plusieurs des géographes français parmi les plus en vue ; — une pratique disciplinaire traditionnellement économiciste, et qui survalorisait l'unique et, parmi les objets de prédilection, la région ; et enfin — la soumission à un air du temps modernisateur et planificateur centré sur la ville.

Un concept emprunté aux économistes a, peut-être, été l'outil linguistique de la construction de la métropole régionale, cette grande ville des Trente Glorieuses à laquelle les géographes ont apporté leur caution : c'est celui de « pôle » (et son cortège sémantique : polarisation, polarisateur etc.). C'est en tout cas ce que pourrait démontrer l'analyse du *Dictionnaire de la géographie* de George (1970), qui voit cohabiter deux ensembles lexicaux organisés autour de « centre » d'une part et de « pôle » d'autre part. Celui-ci est associé aux travaux de Perroux et de Boudeville qui conçoivent le pôle de croissance comme l'élément *moteur* de la croissance économique, qui est elle-même nécessairement accompagnée de dissymétries et de déséquilibres. La confusion entre centralisation spatiale et polarisation économique pourrait bien s'être opérée par l'entremise de la *métropole*, grande ville parce que centre de relations majeur, et estimée en cela « polarisatrice » : polarisatrice non seulement au nom des flux de chalandise qu'elle génère comme lieu central, mais aussi, implicitement ou insidieusement, au nom du développement économique qu'elle impulse, à la manière d'un pôle de croissance perrouxien. Métropoliser serait métropôliser.

En fait, certaines réflexions des géographes sur les ambiguïtés de cette catégorisation économique montrent que le rabattement de la fonction urbaine sur l'activité tertiaire ou les services ne leur paraissait pas optimal pour penser la ville, et surtout la grande ville. On songe à la faveur accordée à l'idée d'un « tertiaire supérieur », voire à celle d'un « quaternaire »

³ Voir aussi : « La région géographique se définit, en économie avancée, comme la zone de rayonnement et de structuration spatiale d'une ville, la métropole régionale, qui concentre le commerce de collecte et de distribution, domicile ou transmet les initiatives, administre au sens strict et au sens économique du terme » (George, 1959, p. 181)

⁴ « Le XXe siècle démantèle progressivement les bases de [l'autonomie régionale]. Pour interpréter toute ville, il ne suffit plus de la replacer dans son réseau régional ; il faut saisir les liens de structure qui subordonnent celui-ci à une unité plus vaste constituée par l'Etat ou par la zone d'influence de quelque grand trust. » « Rochefort, 1960, p. 341).

(Gottmann, 1970). Mais ces raffinements ne changent pas l'ontologie de la ville des Trente Glorieuses : le lieu de relations.

Cette construction de la ville par une politique affichée est célébrée comme le retour à la vraie nature de la ville après la parenthèse industrielle de l'ère paléotechnique. L'expression de « sublimation fonctionnelle » (Labasse, 1966, p. 431) par laquelle le géographe et banquier Jean Labasse pointe la concentration de sièges sociaux, services et banques au centre d'une ex-ville industrielle (Düsseldorf) et le contrôle sur la périphérie usinière que cela suppose est caractéristique de cette manière d'exprimer un idéal retour à la nature primordiale de la ville... Il pouvait aussi évoquer une « polarisation cohérente et homogène ». Par la politique de métropoles d'équilibre instituée par le Ve Plan, la réduction de la ville au centre de relations, celle du semis de villes à la métropole régionale, et celle du territoire national à l'aménagement de ses grandes villes n'étaient guère mises en cause frontalement par les géographes. Ce nouvel âge urbain semblait ouvrir l'accès à une ère nouvelle, celle de la société de consommation, marquée par l'accroissement d'ensemble des niveaux de vie et par l'homogénéisation progressive des conditions de vie sur l'ensemble du territoire.

Bien exprimée, on l'a vu, au travers d'une centration sur les rapports villes-campagnes qui forme la trame des réflexions de l'immédiat après-guerre, l'adhésion à la ville comme figure du progrès et clé de la modernisation n'est pas consensuelle, mais elle paraît prépondérante. Dans cette dominante favorable à la ville, les postures des géographes sont pourtant hétérogènes. Trois pôles se distinguent nettement : haine, critiques, adhésion... Se plaçant sur un plan moral, Gachon incarne bien la détestation radicale de la ville comme personnification du Mal. Il s'allie en cela à Gravier. Critiques sont Juillard et Brunet, mais selon des points de vue différents. Motivé par une analyse de la lutte des classes et des contradictions principales et secondaires, R. Brunet (ou Raymond Dugrand), analyse les responsabilités des bourgeoisies urbaines dans le développement économique et social ou dans la stagnation de leurs rayons fonciers ; il est critique, non de la « ville » en soit mais de ses classes dirigeantes : en termes analytiques, il dénonce ce que nous pourrions nommer un spatialisme, mais il partage avec ses contemporains une vision progressiste de la ville. Partant d'un point de vue libéral, E. Juillard (1961b) est critique d'une action urbaine sur son environnement campagnard inégale, car il peut distinguer entre la ville rentière du sol (ou parasite), la ville insulaire (neutre ?) et la ville urbanisante : il estime cette dernière tout à fait positive, et il l'associe à des campagnes urbanisées situées au-delà de l'ancien conflit puisqu'elles sont, selon lui, issues « sans hiatus et sans crise, de l'ancienne dualité ville-campagnes » (Juillard, 1961b). Enfin, on l'a vu, nombre des géographes participant au colloque « Villes et campagnes » sont urbaphiles, comme nombre des géographes plus jeunes qui ont suivi la promotion des métropoles régionales sans états d'âme. Signalons combien la référence à la nature est, par rapport à aujourd'hui, peu présente.

Je rappellerai pour conclure la dispersion des attitudes et les conflits ouverts qui se sont déclarés au sein d'un même corps disciplinaire, mais aussi la force de l'idéologie dominante moderniste qui a pénétré si aisément les esprits de scientifiques en associant la ville à la civilisation, au progrès, à la croissance, en parallèle avec des politiques publiques de plus en plus interventionnistes et centralisées. L.Gachon remarquait dans l'une de ses conférences que la dominante du colloque de 1951 reflétait l'origine urbaine, et surtout parisienne, des principaux orateurs, donc leurs intérêts, leurs préjugés, leurs rancœurs et leur méconnaissance des problèmes de l'époque. Déterminisme facile ! Entre intérêts partisans, valeurs personnelles ou savoirs disciplinaires, certains à ce même colloque ne manquaient toutefois pas de verser ouvertement dans la confusion des genres — ainsi d'Augé-Laribé, qui énonçait

d'emblée son adhésion à des intérêts particuliers : « Je représente les agriculteurs ou, si vous voulez, les économistes ruraux. » (Friedmann, 1953, p. 92). Dégager les facteurs présidant aux postures observées ci-dessus et évaluer plus précisément le poids des diverses représentations de la ville qui ont accompagné le travail des géographes durant la période considérée exigerait une enquête beaucoup plus approfondie que le travail présenté ici et, en préalable, la construction même du corps d'hypothèses qui permettrait d'éclairer les choix individuels et collectifs, les contraintes et potentiels disciplinaires, d'ordre scientifique, institutionnel, morphologique... Toutes choses dont on est bien loin encore, ici et collectivement. Le terrain est inégalement connu. Par exemple, si les sociologues ont consenti une certaine somme de recherches sur les conditions de participation des sociologues aux politiques d'urbanisation (Amiot, 1986 ; Lassave, 1997), les géographes se contentent trop souvent de jugements à l'emporte pièces. Aussi peut-on souhaiter la multiplication d'enquêtes approfondies qui permettraient de saisir les logiques des prises de position, qu'elles soient générales, sur le champ intellectuel d'une époque par exemple (Topalov, 1999), ou monographiques, telles les analyses d'un Gilles Laferté (2004) sur les modalités de l'engagement des universitaires comme Gaston Roupnel et Georges Chabot dans les enjeux construits par les élites politiques, économiques et culturelles d'un territoire régional. Et, s'il s'agit de travailler sur des chercheurs, de distinguer quelle est leur contribution propre dans la traduction ou dans la reformulation de ces enjeux.

Orientation bibliographique

Références primaires citées

- Beaujeu-Garnier Jacqueline, « La géographie de la population », in *Géographie française au milieu du XXe siècle (La)*, *L'Information géographique*, 1957.
- Bonnamour Jacqueline, *La Géographie rurale, méthodes et perspectives*, Paris, Masson, 1973.
- Bontron Jean-Claude, Mathieu Nicole, « Repenser l'espace rural », *Paysans*, 1968.
- Brunet Roger, « La crise de la petite exploitation rurale. — l'exemple de l'Alsace », *La Pensée*, 1955, 62, p. 109-118.
- Chabot Georges, « La géographie urbaine », in *Géographie française au milieu du XXe siècle (La)*, *L'Information géographique*, 1957, p. 143-147.
- Chabot Georges, *Carte des zones d'influence des grandes villes françaises*, Paris, CNRS, Mémoires et documents, 1961.
- Colloque EDHEC 66, *Métropoles d'équilibre*, Ecole des hautes études commerciales du Nord, 1966.
- Dickinson Richard E., *City-region and regionalism. A geographical contribution to human ecology*, Londres, Kegan Paul, 1947.
- Febvre Lucien, « Paris et le désert français », *Annales (ESC)*, 1950, p. 384-385.
- Friedmann Georges (dir.), *Villes et campagnes. Civilisation urbaine et civilisation rurale en France*, Paris, Centre d'études sociologiques, Armand Colin, 1953
- Gachon Lucien, « Les problèmes ville-campagne : la vie rurale dans la plaine de Basse-Alsace (d'après Etienne Juillard) », *Revue de géographie alpine*, 1954a, p. 393-401.
- Gachon Lucien, « Les rapports villes-campagnes : le sens prévisible de leurs lignes d'évolution », *Norois*, 1954b, 3, p. 201-218.
- George Pierre, « Deux études de réseaux urbains. L'Alsace et le Bas-Languedoc méditerranéen d'après Michel Rochefort et Raymond Dugrand », *Annales de géographie*, 1964, p. 215-223.

- George Pierre (dir.), *Dictionnaire de géographie*, Paris, PUF, 1970.
- Gibert André, « la géographie indistrielle », in *Géographie française au milieu du XXe siècle (La)*, *L'Information géographique*, 1957.
- Gottmann Jean, « Urban centrality and the interweaving of quaternary activities », *Ekistics*, 29, 1970, n° 174, p. 322-331.
- Gravier Jean-François, *Paris et le désert français*, Paris, Edition du Portulan, 1947.
- Hautreux Jean, Lecourt Roland, Rochefort Michel, *Le niveau supérieur de l'armature urbaine française*, Commissariat général du Plan d'équipement et de la productivité, Commission de l'équipement urbain, 1963.
- Juillard Etienne, *Essai de hiérarchisation des centres urbains français actuels*, Ministère de la construction, 1961 (reproduit dans Juillard Etienne, *La « région ». Contributions à une géographie générale des espaces régionaux*, Paris, Ophrys, p. 115-125).
- Juillard Etienne, « L'urbanisation des campagnes en Europe occidentale », *Etudes rurales*, 1961, p. 18-33.
- Juillard Etienne, « La région, essai de définition », *Annales de géographie*, 1962.
- Labasse Jean, *L'organisation de l'espace. Eléments de géographie volontaire*, Paris, Hermann, 1966.
- Levasseur Emile, 1889-1892, *La population française*, Paris, Arthur Rousseau, 3 t.
- Reclus Elisée, 1895, « The Evolution of cities », *Contemporary Review*, 67, 2, p. 246-264.
- Rochefort Michel, « Méthode d'étude des réseaux urbains. Intérêt de l'analyse du secteur tertiaire de la population active », *Annales de géographie*, 1957, p. 125-143.
- Rochefort Michel, *L'organisation urbaine de l'Alsace*, Strasbourg, Publication de la Faculté des Lettres de l'Université de Strasbourg.
- Sorre Max, « La région parisienne par P. George et P. Randet », *Annales de géographie*, 1960, p. 73-75.
- Uzan Lucette, « Un espace agricole est-il atone ? », *Bulletin de l'Association de géographes français*, 432, 1976, p. 55-62.
- Vidal de la Blache Paul, 1911, « Intervention », in *Actes du Congrès national des sociétés de géographie*, Paris, Masson, p. 31-36.

Références secondaires

- Amiot Michel, *Contre l'Etat, les sociologues. Eléments pour une histoire de la sociologie urbaine en France (1900-1980)*, Paris, Editions de l'EHESS, 1986.
- Berger Martine et al., « Rurbanisation et analyse des espaces ruraux péri-urbains », *L'Espace géographique*, IX, 4, 1980, p. 303-313.
- Bretagnolle Anne, Robic Marie-Claire, « Révolutions des technologies de communication et représentations du monde 1. Monde-point et monde difforme (1830-1840) 2. Du 'petit monde' au monde sans échelles (années 1900-1980) 3. Au risque de l'expérimentation. Révolutions technologiques et représentations du monde », *L'Information géographique*, 2005, 2 et 3, juin, p. 150-167, 168-183, et septembre, dossier « Echelles et temporalités », p. 5-27.
- Couzon Isabelle, « La place de la ville dans le discours des aménageurs du début des années vingt à la fin des années 1960 » *Cybergeo*, 1997, 3, 20 novembre.
- Gaudin Jean-Pierre, *L'aménagement de la société. Politiques, savoirs, représentations sociales. La production de l'espace aux XIXe siècle et XXe siècle*, Paris, Anthropos.
- Laferté Gilles, « L'homme politique, l'industriel et les universitaires. Alliance à la croisée du régionalisme dans l'entre-deux-guerres », *Politix*, 17, 2004, n° 67, p. 45-69.
- Lassave Pierre, *Les sociologues et la recherche urbaine dans la France contemporaine*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1997.

- Lussault Michel, « La ville des géographes », in Paquot Thierry, Lussault Michel, Body-Gendrot Sylvie (dir.), *La ville et l'urbain. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte, Syros, 2000, p. 21-35.
- Marchand Bernard, « La haine de la ville. 'Paris et le désert français de Jean-François Gravier », *L'Information géographique*, 2001, 3, p. 234-253.
- Massardier Gilles, *L'Etat savant. Expertise et aménagement du territoire*, Paris, L'Harmattan, 1996.
- Parcours dans la recherche urbaine. Michel Rochefort, un géographe engagé*, STRATES, 2002, numéro hors-série.
- Pumain Denise, Paquot Thierry, Kleinschmager Richard, *Dictionnaire. La ville et l'urbain*, Paris, Economica, Anthropos, 2006.
- Pumain Denise, Robic Marie-Claire, « Réseaux urbains : des mots aux choses », *Urbanisme*, 304, 1999, p. 72-75.
- Robic Marie-Claire, « Métropole/Métropôle. Les géographes face aux métropoles d'équilibre », *STRATES. Matériaux pour la recherche en sciences sociales*, 1989, 4, p. 67-88.
- Robic Marie-Claire, « La ville, objet ou problème ? La géographie urbaine en France (1890-1960) », *Sociétés contemporaines*, 2003, 49-50, p. 107-138.
- Robic Marie-Claire, « Villes et régions dans les échanges transatlantiques entre géographes de la première moitié du XXe siècle : convergences et diversité des expériences », *Finisterra*, XXXIII, 65, p. 209-220.
- Roncayolo Marcel, « Logiques urbaines » et « La production de la ville », in Agulhon Maurice (dir.), *La ville de l'âge industriel. Le cycle haussmannien*, Paris, Le Seuil (t. IV de Histoire de la France urbaine), p. 17-155.
- Roncayolo Marcel, *La ville aujourd'hui. Croissance urbaine et crise du citoyen*, Paris, Le Seuil (t. V de Histoire de la France urbaine), 1985.
- Roncayolo Marcel, Paquot Thierry (dir.), *Villes et civilisation urbaine XVIIIe-XXe siècles*, Paris, Larousse.
- Topalov Christian, *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France (1880-1914)*, Paris, Editions de l'EHESS, 1999.